Le petit soldat de la Somme

Jean-Pierre Garnier

À peine lancée l'«opération spéciale» russe, le soi-disant insoumis François Ruffin, qui adore faire le malin pour se hausser du col sur les antennes les plus conformistes, envoyait le 24 février ce tweet: *«Tout notre soutien au peuple ukrainien. Cette invasion guerrière par l'armée russe doit cesser. À la France d'ouvrir un chemin pour la paix.»* Comme si la France de Macron, comme celle de Mélenchon depuis quelque temps, n'était pas inféodée à l'ordre impérialiste ! Cet appel faisait déjà écho à la propagande euro-atlantiste qui avait commencé à se déverser avec une vigueur accrue pour dénoncer lu nouveau forfait du maléfique Poutine.

Ceux qui ont fréquenté le futur Président des Quiches («quiche» : «crétin», «demeuré» en patois picard) connaissent son ignorance crasse de la géopolitique et donc des tenants et aboutissants (temporaires) de la «révolution de Maïdan» à Kiev en 2014, notamment le génocide de basse intensité entrepris contre de la population russophone par l'armée ukrainienne secondée par les nervis ukro-nazis, auquel ce coup d'État a donné le coup d'envoi. Apparemment, le petit futé de Picardie qui rêve de compter parmi les grands de l'hexagone n'en a jamais eu vent.

Le 28 septembre dernier, Ruffinaud était interrogé sur France Info (France-Intox pour les mauvaises langues) dont il est un bon client, à l'occasion de la sortie en librairie de son dernier opus : *Je vous écris depuis le front de la Somme*. Rien que cela [1] ! Mais ce va-t'en-guerre de papier qui ne fait peur à personne et surtout pas aux «riches» qu'il se fait fort de combattre, sait en revanche se monter réellement belliciste lorsqu'il s'agit de hurler avec les loups de l'OTAN, condition *sine qua non* pour accéder au pouvoir suprême dans nos «démocraties». Au larbin de service de cette chaîne para-gouvernementale qui lui demandait s'il était *«sur la même ligne»* que le Quai d'Orsay qui venait d'annoncer que la France ne reconnaîtrait pas les résultats des *«referendums locaux organisés par la Russie sur l'annexion de quatre régions qu'elle occupe»,* Ruffinaud répondait avec assurance : *«Sans aucun doute»*. Et d'expliquer : *« Mais j'entendais dans votre journal parler de mascarade. C'est le cas. Il me semble que ces référendums ne vont être reconnus par personne et en particulier pas par l'ONU, par l'Organisation des Nations Unies. Donc, voilà, il va de soi qu'il n'y a pas de reconnaissance de cette annexion par la Russie »*. «*Cela doit-il aller de pair avec de nouvelles sanctions ou pas ?»*, enchaînait alors son interlocuteur. *«Je suis mesuré là-dessus* [sic], rétorquait Ruffinaud. *Je veux dire, je pense que les sanctions militaires, l'appui militaire qui est apporté au peuple ukrainien a vraiment fonctionné, a permis d'endiguer l'armée russe de façon presque* inespérée [re-sic] *parce que ça s'est accompagné d'une volonté du peuple ukrainien »* Un propos que BHL aurait applaudi de ses deux mains couvertes du sang des centaines de milliers de victimes des guerres impérialistes ! Ce qui ne saurait étonner venant d'un représentant en vue d'une troisième droite en gestation se faisant passer tant bien que mal pour «degôche» voire «marxiste», comme la deuxième droite «socialiste» qui l'a précédée la fin du siècle précédent.

---

[1] Rappelons que la « bataille de la Somme » a été le plus long et le plus sanglant carnage — et aussi la plus inutile — de la «Grande Guerre».

Pour ce qui est des sanctions économiques, Rufffinaud est moins enthousiaste car l'effondrement économique russe annoncé par le ministre Bruno *Lemaire "n'a pas eu lieu"*. *"On doit se demander si ça fait plus de mal aux Russes ou à l'Europe»,* argue le combattant de la Somme. *"Si ce sont des mesures efficaces, je suis d'accord pour qu'on les maintienne, mais il faudrait avoir un bilan"*, concluait-il. Bref, OK donc pour affamer et réduire la population russe à la misère, mais pas question de faire subir le même sort à celle de l'hexagone.

Totalement aligné sur les positions euro-atlantistes, le petit soldat Ruffin s'affirme comme un pur produit de effondrement de ce que l'on appelait naguère «la gauche» en France.